L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

" *Il faut que* l'UNION *soit conservée.*"

MERCREDI MATIN, 5 MARS 1834.

POUR GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON.

POUR MAIRE:

JOHN H. HOLLAND.

Pour le Congrès :—1er. district, CH. GAYARRE,
" 2d " JAMES BRADFORD,
" 2d " L. MOORE.
" 3e " A. MOUTON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 5 mars.

☞ *Pour les séances de la législature, voyez la 4ème. page*

On trouvera dans notre feuille de ce jour, un rapport sur les moyens de protéger la Nouvelle-Orléans contre les inondations des lacs Borgne et Pontchartrain. Ce projet nous paraît réunir de grands avantages. Préserver la ville des inondations dont elle est continuellement menacée, et en même tempe l'assainir, en la débarrassant des eaux qui séjournent continuellement autour de son enceinte, sont des considérations qui méritent la plus grande attention. C'est en pareille circonstance que la dépense ne doit pas arrêter. Le plan nous paraît bien conçu ; il pourra d'ailleurs subir quelques améliorations, quand on se donnera la peine de l'examiner de près. Quant à donner la préférence aux machines à vapeur sur les mouline à vent, il n'y a pas à balancer. L'intérêt général réclame cette grande amélioration ; nous sommes donc persuadés qu'on n'en retardera pas la mise à exécution. On sait à combien de dangers nous sommes exposés par le débordement des lacs; et si on n'opposait de fortes digues à l'effort des eaux, notre belle ville finirait un jour par être submergée. Il est donc de toute nécessité que l'on s'occupe sans délai de réaliser un projet qui doit avoir de si heureux résultats. Comme chacun est intéressé à cette amélioration ; s'il y a opposition, elle ne pourra exister que sur les moyens à employer pour obtenir un succès plus complet.

Le président des Etats-Unis a reconnu M. Hypolite Gally, en sa qualité de vice-consul de sa Majesté le Roi des deux Siciles, à la Nouvelle-Orléans. M Hy. Perret ayant envoyé sa résignation.

☞ Par la voie de la Havane, nous avons obtenu des dates de Cadix du 30 décembre, et de Madrid, du 24. Ces journaux sont parvenus à la Havane par un brick espagnol à vapeur venu de Cadix en 46 jours ; ils sont dépourvus de tout intérêt.

Les journaux de New-York annoncent une hausse rapide dans les actions, de 5, 10 et 15 pour cent ; mais nous observons que celles des Banques de notre ville n'ont guères éprouvé de changement. Voici les ventes du 17 dernier.

25 actions—Banque de Cité,	- - - -	$100
250 do. Banque du Commerce,	- -	96
97 do. Banque des Artisans,	- -	90 1-2.

Les actions de la Banque des Etats-Unis étaient 103 1-4 et 103 1-4.

La malle d'hier nous a apporté des journaux de New-York du 17 de février. Le navire *Poland*, parti un jour après l'*Equator*, est arrivé. Nous ne trouvons que quelques extraits à faire sur les nouvelles reçues par cette voie ; les voici :

Les 6000 insurgés ont été formés en corps à Morella, le comte Negrin était à leur tête, ces troupes marchaient sur l'Arragon.

Les troupes de Valdez poursuivaient la bande de Zabala en Biscaye.

Le général Gastor de Madrid, à la tête de 5,000 hommes marchait sur la Biscaye.

Les 200 gardes royaux, à sept lieues de Bilbao, ont attaqué et défait un parti considérable de Carlistes, qu'ils ont mis en fuite—Il y en a eu de tués et d'autres ont été faits prisonniers.

Il y a eu un terrible combat à Orduna, dans lequel 300 carlistes ont été tués.

Don Miguel a été blessé en combattant contre les troupes commandées par don Pedro devant Santarem !!!

Le roi de Naples a refusé de reconnaître la Jeune Reine d'Espagne.

Le maréchal Maison a été envoyé en ambassade au nord afin de faire ses efforts pour améliorer le sort des Polonais.

L'enfant dont la duchesse de Berry est accouchée à Blaye, est mort à Lavourne, le 18 novembre.

Nous donnons aujourd'hui le procès intenté à M. Voyer d'Argenson au sujet d'une brochure dont il s'est déclaré l'auteur. M. Voyer d'Argenson, comme nous l'avons déjà dit, est un des plus riches propriétaires de France, ce qui ne l'empêche pas de prendre la défense du peuple contre l'aristocratie. Il déplore le sort des malheureux qui, après avoir épuisé leurs forces dans les travaux les plus rudes, quand ils deviennent infirmes ou que leur âge les empêche de travailler, encombrent les rues et les places publiques, couverts de haillons, mendiant le morceau de pain qu'ils ne peuvent plus se procurer à la sueur de leur corps. Cet honorable citoyen a senti depuis long-tems le vice d'un pareil état de choses ; il croit qu'il est urgent d'y apporter remède, et il pense qu'on ne peut parvenir à améliorer le sort des masses, qu'en leur donnant le droit de suffrage dans les élections. En effet, en France, il n'y a que la propriété qui est représentée ; les classes pauvres ne le sont point. Personne ne prend donc leur défense dans les chambres. Il est beau de la part de M. Voyer d'Argenson, riche propriétaire, de prendre l'initiative dans cette circonstance, et de venir réclamer contre une violation aussi manifeste des droits de l'homme. Le peuple qui n'est pas ingrat envers ses bienfaiteurs, saura gré à M. Voyer d'Argenson d'avoir élevé la voix en sa faveur. Pour nous, nous le remercions au nom de l'humanité, d'un acte qui lui assurera à jamais la reconnaissance de tous les amis du peuple. Nous espérons qu'il sera secondé dans sa noble entreprise et que la cause du peuple triomphera enfin des manœuvres, d'une aristocratie qui fait d'inutiles efforts pour conserver des privilèges que le temps a déclarés anéantis pour toujours.

NOUVELLE-ORLEANS, 28 février, 1834.

RAPPORT

Sur les moyens de protéger la Nouvelle-Orléans contre les inondations des lacs Borgne et Pontchartrain.

D'après la résolution de la Législature qui requiert l'ingénieur civil de s'occuper des moyens de préserver la ville de la Nouvelle-Orléans et ses environs, contre les inondations causées par les lacs Borgne et Pontchartrain, j'ai l'honneur de présenter le rapport suivant :

Le peu de tems qui me restait avant la fin de la session, ne m'a pas permis de prendre les mesures minutieuses et étendues que le tracé réel des ouvrages demanderait. Je dois, néanmoins, à la politesse de messieurs Bringier et Pilié des renseignements suffisants pour établir une opinion positive et former un état estimatif des dépenses.

La plus grande hauteur, à laquelle l'inondation se soit jamais élevée, est d'environ 8 pieds 1-4 ; conséquemment, des levées de 5 pieds 1-2 de hauteur au-dessus des eaux basses des lacs, seront amplement suffisantes pour en exclure les eaux dans tous les tems.

La marche d'une lame la plus grande, qui couvre les derrières de la ville, vient du lac Borgne et inonde l'espace compris entre la levée, la hauteur de Gentilly et le chemin à coulisses. Le reste de l'inondation arrive du lac Pontchartrain, qui est borde par une légère crête, évidemment élevée par le mouvement des vagues du lac : la hauteur en est à peu-près de 4 pieds au-dessus des basses eaux ; conséquemment une lame mince d'eau peut être chassée par dessus, dans de forts coups de vent.

L'eau pénètre, en outre, le long du bayou St. Jean et du canal carondelet et passe par dessus leurs bords ou par les égoûts. Elle s'élève aussi dans le canal de la Banque ; mais là, l'élévation des chaussées opposera une protection efficace au refoulement.

Il faudra donc pour préserver les limites de la ville, contre de nouvelles inondations, construire les ouvrages suivants :

1°. Une levée depuis le canal des pêcheurs jusqu'au lac pontchartrain.

2°. Exhausser la crête le long du lac à une hauteur uniforme, qui, à cause du choc des vagues, devra être ici un peu plus grande qu'ailleurs ; et de plus il sera bien d'en couvrir le talus du côté du lac avec des coquilles : une hauteur de 6 pieds suffira.

3°. Les deux côtés du bayou et du canal Carondelet auront aussi à être élevés, de manière à renfermer l'eau dans ces canaux de navigation : il faudra en outre barrer le bayou vers le haut.

4°. Comme l'écoulement des eaux de pluie sera arrêté par les levées, il faudra leur donner issue, au moins jusqu'au présent niveau naturel, au moyen de petite aqueducs, avec des saignées qui y conduisent et munis de soupapes qui se ferment d'elles-mêmes lors d'un soulèvement du lac.

Telles sont les mesures qui me paraissent devoir remplir complettement le but de protéger la ville. On peut regarder comme une circonstance favorable que le vaste espace à défendre se divise naturellement en section comme il suit :

La 1ère. Section, qui est la plus étendue de toutes, est contenue entre le canal des pêcheurs, le chemin de Gentilly et le chemin à coulisses ; elle comprend environ 12 milles carrés.

Sa crête de Gentilly, à l'exception de quelques points, est assez haute pour arrêter l'inondation ; elle devra être protégée sur sa limite inférieure par une chaussée tirée d'un fossé profond, dans la direction la plus courte entre le canal des pêcheurs et le lac.

Il restait à donner ce lieu d'un simple fossé, on fit de un canal de navigation et un nombril suffisant pour une pareil

mais j'ai dû me limiter ici à l'objet précis de mes instructions. Ce canal appartient à proprement parler, à un projet plus étendu et dont j'aurai occasion de m'occuper plus bas.

La dépense pour levées, décharges et fossés sera pour cette section à-peu-près $12,500.

La 2de. Section, est comprise entre la continuation de la chaussée ci-dessus mentionnée, le lac pontchartrain, la hauteur de Gentilly et le chemin à coulisses ; la surface est de 5 milles 1-2.

Le chemin à coulisses, à cette extrémité, a été inondé jusqu'à la profondeur de quelques pouces, presqu'aussi loin que la hauteur de Gentilly. Il pourra être nécessaire de faire une légère levée sur ses côtés ; à moins, comme on peut le présumer, que la compagnie n'en soulève graduellement une très-courte section, ou ne construise là une seconde ligne suffisamment élevée, pour épauler la levée.

Cette section demandera une levée ou chaussée comme il vient d'être dit, et que l'on élève la crête du lac.

Pour ces levées, déversoirs, fossés, &c. on donnera probablement $24,000.

La 3ème. Section, est circonscrite par le chemin à coulisses, le lac et le bayou St. Jean et canal carondelet : on pourrait même la subdiviser en deux, soit au canal Marigny ou à la crête de Gentilly. La surface en est d'environ 7 milles 1-4.

Si ce n'était de la sujetion de préserver la largeur des chemins le long tant du bayou que du canal, les levées seraient ici fort peu de chose :

La dépense pour le tout pourra se monter à $9,500.

La 4ème. Section, s'étend entre la hauteur de la métairie et le lac du bayou ou canal de la banque ; elle contient 5 milles 1-2 quarrés.

Il en coûtera pour l'entourer et pour déversoirs, $11,500.

La 5ème. Section, est enfermée par les deux canaux et la hauteur de la métairie, elle contient à-peu-près 4 milles carrés.

Il y aura peu à ajouter aux ouvrages déjà faits pour la défendre. Dans cette section ainsi que dans la précédente, il est évidemment du ressort de la compagnie du canal de procurer une issue à l'eau de son côté.

Les frais ici n'excéderont donc probablement pas $4,500.

Une 6ème. Section, pourrait être ajoutée, contenant tous les faubourgs et terres depuis le canal de la banque, jusqu'à la hauteur de la métaire et la limite supérieure de la ville.—Mais comme elle est parfaitement protégée contre les inondations, et que la compagnie du canal doit encore être chargée de faire écouler les eaux supérieures, qui autrement seraient arrêtées par les remblais. Il n'y a rien de plus à dire, quant au présent objet. Cette section peut s'estimer à 9 milles carrés.

Le montant total pour les sections ci-dessus est donc	$62,000
Auxquelles il faut ajouter pour surveillance, faux frais &c.	8,000
Ce qui fait pour l'état estimatif de la dépense de cette ceinture.	$70,000

Telle est la somme que, je crois, pourra coûter le projet exprimé dans la résolution de la législature ci-dessus mentionnée.

Je ne pourrais, néanmoins, m'empêcher de regarder le résultat comme inférieur à la dépense, si l'ouvrage en restait là : et il me paraît hors de doute, qu'il ne doit être envisagé que comme préliminaire à une mesure beaucoup plus importante, qui est, de fait, le grand but ultérieur qu'on se propose : je veux dire, le dessèchement et la mise en culture de tous les marais qui environnent la Nouvelle-Orléans, aujourd'hui dans rapport, et aux émanations délétères des quels on doit attribuer les épidémies fatales de l'automne. Sans ces maladies, la ville serait bientôt la plus populeuse de l'union. Le parfait dessèchement des marais, en rendant à la culture une grande étendue de terres, aux portes de la ville, et en favorisant la santé des habitants, non-seulement donnera directement au terrain une grande valeur additionelle pour les propriétaires ; mais en outre, par l'accroissement qui en résultera dans la population, tant de la cité que de ses environs, et par la prospérité encore plus étendue de son commerce, les propriétés acquerront indubitablement une augmentation rapide dont la somme totale est incalculable. Comparée à cette somme immense, l'estimation la plus exagérée de ce que l'amélioration proposée pourra coûter disparait entièrement. Pour ces raisons, on doit espérer que la ville et les propriétaires, s'empresseront à l'envi de co-operer à une entreprise dont on doit attendre d'aussi vastes avantages.

Après avoir defendu les bas-fonds des inondations des lacs il ne restera plus, qu'à se débarrasser des eaux pluviales.—Pour cela, il faudra nécessairement avoir recours à des moyens mécaniques ; particulièrement quand les lacs se trouveront gonflés en même tems. Car les nivellemens montrent qu'une partie des marais n'est pas d'un pied au-dessus des basses eaux, conséquemment les intumescences des lacs doivent souvent passer pardessus ces bas-fonds ; et d'une surface aussi de niveau, il ne peut s'échapper ensuite qu'une fort petite quantité de l'eau qui s'y est accumulée, soit par les égoûts naturels ou les aquéducs de sorte que, soit que l'on construise ou non des levées, la plus grande partie des eaux pluviales doit séjourner sur cette vaste surface et n'en disparaitre que par l'évaporation, là où elles n'auront point de profondeur ; autrement elles resteront stagnantes dans des mares et étangs.

Afin donc de dessécher efficacement, il faudra des saignées suffisantes conduisant à des réservoirs convenables, d'où les machines hydrauliques feront passer l'eau pardessus la levée, dans le canal de décharge attenant. Ne perdant pas de vue l'extension de la ville, il faudra avoir soin de creuser les principaux fossés dans le centre de rues tracées à cet effet.

J'ai déjà mentionné que tout l'espace à dessécher est divisé naturellement en sections : cette circonstance est avantageuse en ce que la descente de la ville au lac pontchartrain est si petite (seulement de 4 à 5 pieds) et se trouve une grande distance si basse et de niveau, qu'il serait fort difficile de donner à des fossés sur toute la longueur une pente suffisante pour attirer les eaux : il en résulterait conséquemment que l'eau resterait stagnante dans les fossés sur des longueurs considérables. Pour éviter cela, il serait même à propos d'augmenter les sections, si les moyens alloués le permettent, en construisant plusieurs canaux, dans l'axe de quelques-unes des principales avenues. Ces canaux communiquant avec le lac, contiendraient une eau beaucoup plus pure, constamment mise en mouvement par les marées : les sections à mettre à sec, étant alors plus rétrécies et les fossés conséquemment plus courts, ils pourraient recevoir plus de pente et la stagnation de l'eau n'aurait plus lieu. En faisant les canaux assez grands pour une petite navigation, ils ajouteraient aux commodités de la ville et la fouille en siderait à élever le sol et remplir les bas-fonds et les étangs : l'exhaussement rendra la conduite des eaux plus facile et la hauteur à laquelle on devra les soulever moindre. En ne donnant à ces canaux qu'une profondeur d'environ 3 pieds, ils coûteront peu, l'excavation descendant à peine sous l'eau.

Afin d'accélérer l'achèvement du projet et de jouir plutôt de ses avantages, il sera à propos de ne pas creuser de suite les canaux que je viens de mentionner, mais simplement les saignées nécessaires au dessèchement qui, étant placées sur la ligne des canaux, n'auront ensuite qu'à être élargies — Alors les machines hydrauliques pourront entrer en jeu, et faciliter considérablement les fouilles en les tenant à sec.

Il sera indispensable d'établir un plan général et complet de toutes les sections, comprenant le tracé des canaux, fossés, rues, bassins &c. ainsi que l'emplacement des machines hydrauliques et autres ouvrages. Après l'adoption de ce plan, l'ouvrage pourra être conduit systématiquement et par degrés, commençant par les sections les plus nécessaires : de cette manière la dépense sera plus graduelle et l'expérience conduira à des améliorations.

Les deux sections près de la ville, entre le chemin à coulisses et le nouveau canal, par exemple, pourront être complettées les premières.

Pour enlever l'eau des bas-fonds, on a employé en Europe des moulins à vent qui par le moyen d'une giroutte, présentent continuellement leurs ailes au vent. Ils coûtent peu, ne demandent guère de surveillance, et ne requièrent aucun frais journaliers pour l'application de la force employée :—mais c'est aussi à-peu-près, là tout ce qu'on peut dire en leur faveur. Ils sont, du reste, incertain dans leur effet et variable quant à leur pouvoir. La vapeur, au contraire, est sûre et régulière dans son action, elle permet d'être réglée à volonté et concentrée à un degré quelconque. Pendant un gonflement du lac, par exemple, quand il faut exercer une action plus puissante, les moulins à vent manqueraient ; au lieu, dans d'autres cas, il y aurait perte de force. Tandis que les machines à vapeur répondront avec facilité au besoin du moment et pourront d'ailleurs être appliquées à d'autres objets utiles, quand elles ne seront pas demandées pour le dessèchement : cette considération-là, seule suffit pour leur faire donner la préférence. Les machines à vent, cependant, ne doivent pas être entièrement rejetées : Elles conviennent mieux pour de petits espaces, et sous ce rapport, sont mieux adoptées au dessèchement de propriétés particulières ; mais dans une opération aussi étendue que celle en question, la force de la vapeur doit être préférée sans aucune hésitation : elle entre conséquemment comme un des éléments principaux dans mon calcul estimatif.

Je me suis basé sur une force de quatre chevaux par mille carré ; afin de pourvoir au cas d'un refoulement des lacs, pendant de fortes pluies : dans les cas ordinaires cette force serait superflue, on peut alors ou la réduire, ou bien l'employer autrement.

N'ayant pas assis mes calculs estimatifs sur un tracé effectif des travaux, il m'est inutile d'en présenter les détails qui ne contiendraient conséquemment aucune information importante. Je me suis borné ici à estimer seulement les ouvrages strictement nécessaires au dessèchement, qui pourraient occasionner la dépense additionnelle suivante :

Pour saignées, fossés, ponts et machines à vapeur,	$320,000
Surveillance, faux frais, &c.,	50,000
Total,	$370,000

Ce sera là, à peu-près, la sommes nécessaire pour dessécher les six sections sus-mentionnées ; exclusivement des levées qui appartiennent au premier projet. Il est bon d'ajouter qu'il existe déjà un nombre de saignées qui seront fort utiles et déduisent la dépense.

De la somme ci-dessus, il faudra environ 96,000 piastres pour les 3ème. et 5me. sections, en outre des $16,000 que la ceinture de protection y comprise faux frais demanders ; ce qui fait en tout pour ces deux sections, $ 112,000.

En outre des améliorations ci-dessus, on obtiendrait et de l'embellissement et de la salubrité en plantant le long des levées, canaux et fossés principaux, de jeunes arbres, particulièrement de la famille des saules, qui absorbent l'humidité plus rapidement que presque tous les autres : les racines de ces arbres, d'ailleurs, en s'entrelaçant donneraient de la tenacité au sol léger dont les levées seront inévitablement construites. Ces plantations offriront des avenues agréables pour la promenade jusqu'au lac même ; et les canaux, trop petits pour autre chose que de petits bateaux, inviteront à des excursions sur l'eau, surtout lorsqu'il arrivera que le temps aura rendu la promenade impraticable ou désagréable. La ville acquérera ainsi des agrémens et de la salubrité ainsi que des moyens tranquilles et sains d'exercice et de distraction, dont elle est entièrement privée aujourd'hui : et l'on verra bientôt des maisons de plaisance, s'élancer du milieu de ce qui n'est encore qu'un marécage presqu'impraticable.

Afin de compléter ce qui a trait aux améliorations du voisinage, j'ajouterai ici quelques suggestions, qui se rattachent au projet.

On retirera indubitablement de grands avantages de l'introduction des eaux du Mississipi, quand il est haut, dans les canaux et fossés, ainsi que sur les espaces qu'ils entourent. La quantité des dépôts de l'eau du Mississipi est connue ; elle formera un auxiliaire important au projet général de dessèchement, en aidant à remplir les lieux bas et profonds et en général à exhausser et fertiliser le sol.

Des prises d'eau, pour cet objet, avec des portes de garde, ou vannes bien disposées, pourront être creusées le long de la rue du canal, celle de l'Esplanade et autres avenues larges qu'on choisirait pour cela. Par tous ces moyens combinés, il arrivera que la ville gagnera vers la ciprière, on pourra élever graduellement les carrés, à peu de frais, au dessus de l'inondation ; de manière à ce qu'elle ne desséchant directement dans les canaux ouverts, mais l'assistence des machines.

Dans ce but, les autorités compétentes pourraient rendre obligatoire par ordonnances, que les planchers du rez de chaussée de tous les bâtimens permanens fussent maintenus au dessus de l'inondation, non seulement en anticipation du but ultérieur des travaux, mais comme sécurité contre les crevasses.

L'élargissement des fossés principaux, en canaux et la fouille des prises d'eau avec vannes, ponts &c., pourront ajouter autres dépenses, environ $200,000

De sorte que les déboursemens seront au total comme il suit :

Pour levées, aqueducs, &c;	$ 70,000
saignées, ponts, machines. -	370,000
canaux, ponts et prises d'eau,	200,000
Total -	$ 640,000

Somme qui paraitra peu importante, si l'on considère les grands avantages qu'elle doit produire. En nous bornant seulement à ceux d'un caractère pécuniaires, le fait que la valeur additionnelle que recevront quelques carrés lorsque tout sera à sec et rendu sain, suffira pour couvrir la somme des dépenses, doit à lui seul mettre fin à tout accueil et convaincre de la grande importance qu'il y a réunir tous les efforts vers cette entreprise et à la pousser avec énergie.

Je terminerai ce rapport par la mention d'un ouvrage, qui, quoiqu'il ne soit pas essentiel à l'objet dont il est ici question, en est cependant un auxiliaire intéressant : c'est un canal et une forte chaussée entre les faubourgs d'enhaut et le point faible de la plantation McCarty, qui s'étendrait jusqu'à la métairie et mettrait les faubourgs à couvert des conséquences d'une nouvelle crévasse.

Le rapport ci-dessus est respectueusement présenté

C. CROZET, ing. de la Le.

EXTERIEUR.

FRANCE.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.—(2e. section.)

Présidence de M. Champanhet.—Audience du 21 décembre.

Affaire de MM. Voyer-d'Argenson et Charles Teste.

Au mois d'octobre dernier, les autorités de Fontainebleau signalèrent l'apparition d'un écrit intitulé *Boutade d'un Riche à sentimens populaires*, comme tendant à exciter les passions de la classe pauvre. Des poursuites locales furent exercées contre les distributeurs supposés de cette brochure, dont la saisie fut en même temps pratiquée à Paris, chez son imprimeur, M. A. Mie. M. Mie allégua qu'étant prisonnier à Ste-Pélagie, il était demeuré étranger à la publication. Le manuscrit avait été remis au comma de cet imprimeur par un sieur Riom, qui le tenait de M. Ch. Teste, lequel reconnut être éditeur de l'ouvrage, et de plus auteur des notes. C'est ainsi que M. Ch. Teste fut renvoyé devant le jury de la Seine, sous la prévention d'avoir, par un écrit imprimé et distribué, cherché à troubler la paix publique en excitant une classe de citoyens contre une autre classe, et provoqué à la guerre civile.

Ce fut alors que M. Voyer-d'Argenson, député, réclama comme auteur, la responsabilité de cet écrit, disant en même tems à M. le procureur-général que son ouvrage n'avait point reçu de publicité réelle tant à cause de la mauvaise exécution typographique, que du titre vicieux qu'on lui avait donné, lequel ne reniermait point la véritable expression de sa pensée.

En conséquence, MM. Ch. Teste, Voyer-d'Argenson et Mie comparaissaient ensemble devant le jury.

Après les questions préliminaires, M. l'avocat-général Bérville prend la parole. Il regrette qu'un excès de générosité ait jeté l'honorable M. Voyer-d'Argenson dans cette cause, d'autant qu'en comparant l'écrit incriminé avec les discours parlementaires de ce député, il a cru ne point y reconnaître son style habituel. M. Berville déclare qu'à ses yeux l'époque actuelle est susceptible de nombreuses améliorations, qu'il est permis de réclamer un fractionnement plus grand de la propriété ; mais que le parquet ne doit pas souffrir qu'on réclame ce bienfait de la force brutale. Au reste, ne voulant pas substituer ses propres idées à celles de l'auteur, il se borne à la lecture de l'écrit incriminé et signale comme ayant plus particulièrement attiré l'attention de la cour royale, le passage suivant :

" . . . . On se sent alors impérieusement dominé par le besoin de dire au peuple :

"Vous, manquez à tous vos devoirs envers Dieu, envers vous-mêmes, envers vos femmes, les auteurs de vos jours, s'ils vivent encore, et surtout envers vos enfans, si, après un soulèvement suivi de succès, vous êtes assez lâches ou assez ignorans pour vous borner à exiger une amélioration de tarif ou une élévation de salaire ; car ceux-ci fussent-ils triples, ne représenteraient pas encore votre portion virile dans l'ordre social, et de plus, tant que vous laisserez les riches en possession de faire les lois, quelques concessions qu'il vous fassent, ils sauront bien les reprendre avec usure."

M. Voyer-d'Argenson prend la parole. Il ajoute quelques explications à celles qu'il a déjà données. Il se dit tout-à-fait étranger à l'annonce imprimée à la fin de son écrit, dans laquelle on recommande aux patriotes LA VIE POLITIQUE DU MARQUIS DE LAFAYETTE. Il dit que voyant éclater des collisions entre les ouvriers et leurs maîtres, il s'est empressé de retirer sa publication. Arrivant aux idées par lui exprimées, il y voit le résumé des deux principes suivans : "Toute richesse vient du travail", et "l'expropriation d'autrui est un sentiment insatiable." Tout vient du travail, dit l'honorable prévenu, et cependant le travail seul parmi nous n'est pas représenté. Ce n'est qu'à la condition d'être oisif qu'on peut exercer les droits politiques du premier degré. Dans tous les travaux de la chambre, depuis la révolution on ne voit pas surgir une seule idée consolante. On n'a rien fait pour que le travail soit enfin retribué conformément à la justice. La classe des infirmes et des mendians est presque entièrement composée d'ouvriers émérites et de leurs familles. M. d'Argenson ne voit qu'un remède aux maux qui rongent la société, c'est de donner à tous les prolétaires le droit de suffrage. Il établit que les tems sont mûrs pour réaliser ce progrès, et il le prouve par la marche constamment ascendante de l'humanité depuis l'abolition de l'esclavage.

M. d'Argenson explique comment après avoir long-tems parlé aux classes moyennes, il s'adresse aujourd'hui au peuple. Longtemps il avait cru que les privilégiés voudraient bien partager leur droit de suffrage avec les classes qui en sont privées. Mais depuis la révolution de juillet il a reconnu son erreur et à la tribune comme partout il n'a cessé de réclamer par tous les moyens qui ont été en lui, une réforme sociale entièrement basée sur l'égalité.

Tel est mon droit, ajoute le prévenu, j'en userai ; c'est pour moi un devoir de probité, une affaire de conscience. Appuyé du droit absolu, j'ai, je le sais, pour ennemi tous ceux qui protégo le droit positif ; à la chambre, on m'a traité de visionnaire et de brouillon, aujourd'hui je suis un factieux et l'on me traduit sur le banc des assises. Absous ou condamné par vous, je n'en poursuivrai pas moins, je n'en regarderai pas moins comme mes amis ceux qui sont mes égaux. Il est glorieux de souffrir avec le peuple.

Des applaudissemens nombreux et des braves accueillent la fin de ce discours. M le président ordonne avec véhémence l'expulsion et même l'arrestation de quiconque se permet de troubler l'ordre.

Après un discours écrit de M. Teste et un beau plaidoyer de Me. Michel (de Bourges), lequel, après avoir discuté le fond, a établi que la publication n'avait pas eu lieu dans le sens de la loi, le jury est entré pour délibérer.

Reconnus non coupables sur tous les points, les trois prévenus ont été acquittés.

—Il est cinq heures : on appelle l'affaire de MM. Mie et Riom, prévenus de provocation au renversement du gouvernement, pour avoir publié la 27e. édition de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, adoptée par la société de ce nom, le ministère public, tout en reconnaissant que cet écrit avait déjà reçu une immense publicité, outre qu'on le trouve dans le *Moniteur* et dans tous les ouvrages sur la révolution, a fait consister le délit dans la forme de placard que lui ont donnée les éditeurs, et qui le met plus à portée d'être répandu parmi le peuple. Cette proposition a paru assez singulière à la vue de la nouvelle publication, qui est deux fois grande comme le *Moniteur*, tandis que les vingt-six autres qu'on n'a pas poursuivies n'avaient que le format in-8.

Après deux heures de délibération, le jury a déclaré les deux prévenus non coupables.

[*Par autorité.*]

ACTE

Pour amender l'acte intitulé: "acte pour incorporer la ville de Lafayette, approuvé le 1er. avril 1833.

Sec. 1e. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunie en Assemblée Générale*, Que la neuvième section de l'acte pour incorporer la ville de Lafayette est et demeure amendée, de telle sorte que le Président et conseil de la dite ville, en outre des pouvoirs qui leur sont accordés d'imposer et de collecter des taxes, pourront taxer les propriétés foncières [observant l'égalité dans la répartition] de telle manière et pour telle montant qu'ils jugeront convenables, pourvu que cette taxe n'excède dans aucune année le double de la taxe d'Etat.

Sec. 2. *Il est de plus décrété, &c.*, Que toute personne résidant en la ville de Lafayette, qui, se trouvant dans les limites de la ville de la Nouvelle-Orléans, commettrait quelque infraction aux ordonnances de Police de cette dernière ville, ou y exercerait ou ferait exercer aucun genre de trafic, ou d'industrie taxé par les ordonnances de la dite ville, ou y ferait rouler aucun dray ou charrette à prix d'argent ; pourra être poursuivi pardevant tout juge associé de la ville de la Nouvelle-Orléans, et tout jugement ainsi rendu sera exécutoire dans les deux villes indistinctement.

Sec. 3. *Et il est de plus décrété, &c.*, Que cet acte sera en force à dater de sa passation.

(Signé) ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 17 février 1834.

A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

THEATRE D'ORLEANS.

DIMANCHE, 5 MARS 1834.

La Tour de Neslo,

Drame en 5 actes, et en 9 tableaux, et à spectacle par MM. A. Dumas et Gaillardet.

Le spectacle sera terminé par

L'HOMME DE 60 ANS

OU

LA PETITE ENTETEE.

Comédie vaudeville en 1 acte de MM. Darteis et Simonin

Incessamment la 2de. représentation de LUCRECE BORGIA.

LE public est prévenu de ne payer aucun argent à JOHN REDMAN, jr., pour mon compte, ayant été renvoyé de ma maison le 24 février.

5 mars—1 WM. J. MAYO.

LETTRES DE CHANGE sur Bordeaux et Marseille, à vendre par
JULES LE BLANC,
4 mars rue Royale, No. 103.

SALLE DE BAL

AU COIN DES RUES D'ORLEANS & BOURBON.

MERCREDI, 5 MARS,

Grand BAL paré et masqué.

Prix d'entrée—une piastre.

Les cavaliers trouveront un bureau pour déposer leurs cannes et manteaux, ils trouveront également un magasin de costumes et de masques.

28 fév

SALLE WASHINGTON.

Rue St.-Philippe entre Royale et Bourbon.

MERCREDI, 5 MARS,

GRAND BAL Paré et Masqué.

Prix d'entrée pour les cavaliers, $1 00. 28 fév

GRANDE LOGE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

AVIS est donné par le présent aux Membres de la Grande Loge, aux Représentans des Loges sous sa juridiction, ainsi qu'à tous les FF.·. Maçons réguliers de tous les rites et de tous les grades, même les apprentis, qui sont en cette ville, que la grande communication pour l'installation des Grands Officiers, aura lieu Dimanche, 16 du courant, à 10 heures du matin, au local de la R.·. Loge Lafayette.

Cette cérémonie sera suivie d'un Banquet Mque.·.

Les FF.·. qui désireront y participer sont priés de se faire inscrire cl.·. le Député G.·. Maître, Auguste Doucet, rue Royale, No. 267. Par mandement.

5 mars—8 DISSARD, G.·. Secrétaire.

VIN, BOUTEILLES &c. &c.

LE soussigné reçoit par le navire Henry, de Marseille, et offre à vendre les articles suivant :

400 barriques de Vin;
100 demi do. do.
300 caisses Vin Muscat;
200 paniers Bouteilles
500 paniers Huile d'Olive;
500 milliers de Bouchons;
100 paniers d'Anisette;
200 caisses Salaisons assorties;
40 do. Vermicelle; 100 Jars à eau;

Aussi en magasin—16 demi pipes d'Eau de Vie Cognac, le tout ayant droit à l'exportation.

L. G. SASSINOT,
5 mars rue St. Louis, No. 90.

☞ DEMANDE D'UN COMMIS.

ON désire prendre de suite, un commis qui pourrait bien tenir un petit jeu de livres en français, et faire des recouvremens ; il faut qu'il ait une bonne main, qu'il parle un peu l'anglais, qu'il soit acclimaté, et bien recommandé S'adresser par lettres à N. V. au bureau de cette feuille. 5 mars—4

ETAT DE LA LOUISIANE.

COUR DE PAROISSE pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans—Je certifie que le 24 de février 1834, jugement a été entré en cette Cour, dans l'affaire de *Charles Lemaître* contre *Désirée Dardenne*, son épouse, , dans les termes et mots suivans, savoir :

No. 6318—Charles Lemaître contre Désirée Dardennes, son épouse.

La cour après avoir bien pesé les témoignages produits par le demandeur, la défenderesse n'en ayant point introduit, considérant :

1°. Qu'il est difficile, et souvent même impossible d'obtenir des preuves convaincantes de la commission de l'adultère, et qu'au fait cette preuve n'est pas requise.

2°. Que, bien qu'aucun des témoins entendus dans cette affaire n'ait donné un témoignage qui aille jusqu'à établir que la défenderesse ait été prise sur le fait, cependant sept personnes désintéressées et dont la véracité n'a pas été révoquée en doute, ayant relaté une série de circonstances toutes tendantes à établir une relation adultère entre la dite défenderesse et un Antoine Valette, et la cour ayant acquis, d'après cette chaine de circonstances, la conviction que la défenderesse a commis l'adultère dont elle est accusée.

3°. Que la seule question soumise à la décision immédiate de la cour, est de décider si le divorce sera ou non prononcé, les autres questions incidentes au procès, étant réservées pour être citap ès décidées :

Il est jordonné, adjugé et déc été que le jugement de divorce soit prononcé en faveur du demandeur, et que les liens du mariage qui unissent les époux soient brisés, que Charles Lemaître, issu du dit mariage, et âgé de 7 ans, reste confié aux soins du demandeur, et que la défenderesse paie les frais de la procédure ; et que le sort d'un autre enfant, né depuis l'instruction du procès ainsi que les affaires d'intérêt des époux, ces cas soumis à telle décis on que la cour pourra donner plus tard.

Nouvelle-Orléans, 1er. mars 1834.

Signé CHARLES MAURIAN, Juge.

Jugement enregistré au livre C. folio 80.

Frais de Cour $6 62½

En foi de quoi j'ai signé le présent et y ai apposé le sceau de la cour, à la Nelle. Orléans, le 1er. Février, 1834, dans la 58ème. année de l'Indépendance des Etats-Unis.

5m—3 F. BUISSON, dép. greff.

ATTENDU que James Mills, débiteur insolvable, maintenant en prison, a, en vertu de l'acte pour venir au secours des débiteurs en prison, afin d'obtenir le bénéfice du dit acte, adressé une pétition à la cour du premier district judiciaire de l'Etat de la Louisiane. Avis est donné par les présentes aux créanciers du dit pétitionnaire, qu'ils sont cités à comparaître pardevant la dite cour, le 25 de mars courant, à 10 heures du matin, pour être pourquoi la prière du pétitionnaire ne serait pas écoutée, et pourquoi il ne serait pas délivré de prison. 5 mars—5,2ps

---

CAZADORES DE ORLEANS,

LA compañia tomará las armas el domingo proximo, 9 del corriente, reuniendose en el parage acostumbrado á las 10 en punto de la mañana, uniforme de ib